



SOMMAIRE

BREVES p.2 à 5

☆ Agriculture

[Vote en ligne sur le nouveau logo biologique de l'UE](#)

☆ Concurrence

[Publication du tableau de bord des aides d'Etat](#)

☆ Energie

[Lancement d'ELENA, le mécanisme européen d'assistance à l'échelle locale dans le domaine de l'énergie](#)

[Feu vert à des projets énergétiques pour soutenir la relance économique de l'UE](#)

[Appel aux collectivités territoriales à participer à la semaine européenne de l'énergie durable](#)

[Lancement du « Fonds Marquerite », le Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures](#)

☆ Entreprises

[Avancées sur le futur brevet européen de l'UE](#)

☆ Politique de cohésion

[Réflexions sur l'avenir de la politique de cohésion](#)

☆ Statistiques

[Publication des chiffres clés sur les collectivités territoriales en Europe](#)

☆ Transports

[Transport ferroviaire : de nouveaux droits pour les voyageurs](#)

☆ Union pour la Méditerranée

[Inauguration future de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne](#)

Revue de presse p.6 à 7

[Agenda européen p.7](#)

[Site conseillé p.7](#)

[Appels d'Offres p.8](#)

[Offres de partenariat p.9](#)

[Consultations p.10](#)

[Bibliothèque p.11](#)

CONTACT

Antenne de la CTC
36 rue Breydel
B- 1040 Bruxelles
Email : ctc.bruxelles@skynet.be

A LA UNE

Conseil européen des 10 et 11 décembre 2009

Les chefs d'Etat et de gouvernement des 27 États membres de l'UE se sont réunis en Conseil européen les 10 et 11 décembre derniers à Bruxelles et ont adopté des conclusions sur, notamment, les sujets suivants :

Le traité de Lisbonne et les questions institutionnelles

Le Conseil européen s'est félicité de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1^{er} décembre dernier, qui dote l'EU d'un cadre institutionnel stable et durable.

En marge du Conseil, le nouveau président permanent du Conseil européen, Herman VAN ROMPUY, a présenté sa vision sur le fonctionnement des travaux du Conseil européen à partir du 1^{er} janvier 2010, date à laquelle il entamera officiellement sa nouvelle fonction. M. VAN ROMPUY souhaite que les Conseils européens soient plus « informels » dans le futur afin de permettre aux chefs d'Etat et de gouvernement d'avoir des échanges plus libres. Avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le Conseil européen, devenu une institution communautaire à part entière, ne comprendra plus que les chefs d'Etat et de gouvernements, sans leur ministre des Affaires étrangères. Le nouveau président souhaite également organiser de manière régulière des réunions informelles sur des thématiques spécifiques en plus des 2 Sommets européens. Une 1^{ère} réunion spéciale du Conseil européen se tiendra début 2010 sur la stratégie économique de l'UE.

Une nouvelle stratégie de l'UE pour 2020

Il est temps d'évaluer l'impact de la stratégie de Lisbonne lancée en 2000 et surtout d'envisager son avenir, et afin d'améliorer encore la compétitivité et d'accroître le potentiel de croissance durable de l'UE, les politiques doivent être recentrées vers des réformes à long terme dans le cadre d'une stratégie ambitieuse et restructurée. Le Conseil a pris acte de la consultation lancée par la Commission européenne sur la future stratégie de l'UE et souhaite une présentation d'une proposition le plus tôt possible en 2010 afin qu'un débat approfondi puisse avoir lieu en son sein lors de sa réunion du printemps 2010. D'ici là, il convient de réfléchir à la méthodologie utilisée, à une structure de gouvernance plus efficace et plus transparente, aux moyens d'améliorer la coordination des politiques économiques, à la meilleure manière d'utiliser les recommandations par Etat membre pour mieux articuler les mesures nationales et européennes et renforcer la gouvernance en associant plus activement les autorités régionales et locales et les partenaires sociaux.

Le changement climatique et la conférence de Copenhague

Les 27 Etats membres ont décidé d'apporter un soutien de 7,2 milliards d'€ aux pays en développement pour la période de 2010 à 2012 (2,4 milliards d'€ par an) en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les activités financières et le renforcement de leurs capacités. Ce montant est le fruit des contributions volontaires des Etats membres et les plus gros contributeurs seront le Royaume-Uni (1,65 milliards d'€), la France et l'Allemagne (1,26 milliards d'€ chacun).

Le programme de Stockholm

Le Conseil européen a adopté le nouveau programme pluriannuel (2010-2014), dit « de Stockholm », en matière de justice, liberté et sécurité, et invite la Commission européenne à présenter, au plus tard en juin 2010, un plan d'action pour sa mise en œuvre et à présenter une évaluation à mi-parcours avant juin 2012. Le programme de Stockholm met l'accent sur les 6 priorités suivantes : Promouvoir la citoyenneté et les droits fondamentaux / Une Europe du droit et de la justice / Une Europe qui protège / L'accès à l'Europe à l'heure de la mondialisation / Une Europe faisant preuve de responsabilité et de solidarité et travaillant en partenariat en matière d'immigration et d'asile / Le rôle de L'Europe à l'heure de la mondialisation : la dimension extérieure.

Les conclusions du Conseil européen : http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/fr/ec/111886.pdf

BREVES

AGRICULTURE

Vote en ligne sur le nouveau logo biologique de l'UE



La Commission européenne invite tous les européens à voter en ligne pour la dernière étape du concours qui désignera le nouveau logo biologique européen. Les 3 logos présélectionnés pourront être consultés sur le site jusqu'au 31 janvier prochain.

Le nouveau logo vise à renforcer la protection des consommateurs et à encourager l'agriculture biologique. Contrairement au logo actuel, il devra être obligatoirement apposé sur tous les produits biologiques préemballés qui proviennent des 27 États membres de l'UE et qui satisfont aux normes correspondantes.

Dans ce cadre, la Commission européenne a sollicité le talent d'étudiants en art et en design, qui ont pu présenter leurs créations entre avril et juin derniers. Plus de 3.000 designers ont soumis leurs propositions novatrices. Un jury de renommée internationale a ensuite sélectionné les 3 logos qui participent à la phase finale du concours.

Pour participer au vote : <http://ec.europa.eu/agriculture/organic/logo/index.htm>

CONCURRENCE

Publication du tableau de bord des aides d'Etat

La Commission européenne vient de publier son dernier tableau de bord des aides d'État qui indique que la crise financière a entraîné une augmentation sensible du volume total des aides, qui est passé de 66,5 milliards d'€ en 2007 (soit 0,52% du PIB de l'UE27) à 279,6 milliards d'€ en 2008 (soit 2,2% du PIB). Ainsi, les aides liées à la crise économique et financière actuelle se sont élevées à 3.361 milliards d'€ au total alors que les aides non liées à la crise représentaient un montant de 67,4 milliards d'€ en 2008 (soit 0,54% du PIB).

En 2008, les États membres ont également poursuivi leurs efforts en vue d'une réorientation des aides vers des objectifs horizontaux d'intérêt commun et la Commission souligne en particulier l'importance accrue des aides régionales en faveur de la recherche, du développement et de l'innovation.

Le tableau de bord présente également les progrès effectués dans la récupération des aides illégales ou incompatibles. 91% du total des aides illégales ou incompatibles ont ainsi été effectivement remboursés par leurs bénéficiaires, contre 25% seulement à la fin de l'année 2004.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/comm/competition/state_aid/studies_reports/studies_reports.html

ENERGIE

Lancement d'ELENA, le mécanisme européen d'assistance à l'échelle locale dans le domaine de l'énergie

La Commission européenne et la Banque européenne d'investissement (BEI) viennent de lancer un mécanisme ELENA (European Local Energy Assistance), destiné à aider les autorités locales et régionales à investir dans les domaines de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie renouvelables. Ce mécanisme aidera, par la fourniture d'une assistance technique, les villes et régions à élaborer et à mettre en œuvre des projets aussi efficacement que possible, afin d'obtenir des financements extérieurs. L'assistance technique sera financée par le programme «Énergie intelligente – Europe II». Pour sa 1^{ère} année de fonctionnement, le mécanisme sera doté d'un budget de 15 millions d'€.

Une grande partie du potentiel d'investissement dans l'énergie durable demeurant inexploitée, l'objectif du mécanisme ELENA est d'aider les villes et les régions à mettre en œuvre, dans les domaines de l'efficacité énergétique, des sources d'énergies renouvelables et du transport urbain durable, des projets d'investissement viables qui ont déjà été appliqués avec succès dans d'autres régions de l'Europe. Les projets seront évalués par des ingénieurs et des économistes de la BEI.

Plus d'infos : http://www.eib.org/products/technical_assistance/elena/index.htm?lang=fr

Feu vert à des projets énergétiques pour soutenir la relance économique de l'UE

La Commission a donné, le 9 décembre dernier, son feu vert à 15 projets énergétiques qui contribueront grandement à la relance économique de l'UE, tout en renforçant la sécurité de ses approvisionnements énergétiques et en réduisant fortement ses émissions de dioxyde de carbone. Par sa décision d'aujourd'hui, la Commission accorde 1 milliard d'€ à 6 projets de capture et de stockage du carbone et 565 millions d'€ à 9 projets d'éoliennes en mer.

Ces projets de développement de technologies énergétiques novatrices aideront l'UE à atteindre les objectifs contraignants qu'elle s'est fixés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'utilisation d'énergies renouvelables d'ici à 2020 et au-delà.

La décision concernant ces projets est la 1^{ère} qui mette à profit l'enveloppe de près de 4 milliards d'€ que l'UE a réservée en mai 2009 à des projets énergétiques destinés à soutenir la relance économique.

L'accord sur le programme énergétique européen pour la relance prévoit l'octroi d'un concours financier de l'UE à des projets énergétiques dans les domaines de la capture et du stockage du carbone, de l'éolien en mer et des infrastructures de gaz et d'électricité. Les procédures relatives aux projets d'infrastructures sont toujours en cours. La décision devrait être prise en février 2010.

Liste des projets subventionnés (en anglais uniquement) : <http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/09/542&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>



Appel aux collectivités territoriales à participer à la semaine européenne de l'énergie durable

Dans le cadre de la semaine européenne de l'énergie durable qui se tiendra du 22 au 26 mars prochains, les collectivités territoriales sont invitées à y prendre part en organisant une journée européenne de l'énergie. Cette dernière aura pour objectif de promouvoir l'efficacité énergétique ou l'utilisation des énergies renouvelables et pourra inclure des expositions, conférences, événements en ligne, spectacles, visites guidées, journées « portes ouvertes », ateliers, campagnes médiatiques.

La semaine européenne de l'énergie durable, initiative de la Commission européenne lancée en 2005, est l'événement de référence pour les questions durables dans l'UE.

Plus d'infos : <http://www.eusew.eu/>

Lancement du « Fonds Marguerite », le Fonds européen 2020 pour l'énergie, le changement climatique et les infrastructures

Six principales institutions financières publiques européennes (Banque européenne d'investissement, Caisse des Dépôts, Cassa Depositi e Prestiti, KfW, Instituto de Crédito Oficial, PKO Bank Polski) ont lancé, le 3 décembre dernier, un fonds d'infrastructure paneuropéen (« Fonds Marguerite ») doté d'un capital initial de 600 millions d'€ et invite d'autres investisseurs à les rejoindre à l'occasion d'une 1^{ère} levée de fonds à l'échéance du 3 mars 2010. Le Fonds s'est fixé un objectif de collecte de 1,5 milliard d'euros pour la dernière levée en 2011.

Régi par le droit luxembourgeois, le Fonds Marguerite est un fonds d'investissement paneuropéen qui entend servir de catalyseur aux investissements dans les infrastructures nécessaires à la mise en œuvre des politiques clés de l'UE dans les domaines du changement climatique, de la sécurité énergétique et des réseaux transeuropéens.

Ce fonds est la 1^{ère} initiative conjointe des principales institutions financières publiques européennes et a reçu le soutien actif de la Commission européenne depuis qu'il a été lancé il y a 1 an sous l'égide du Conseil européen, dans le cadre du plan européen de relance économique. La Commission européenne a obtenu l'accord des États Membres de l'UE pour apporter une contribution pouvant aller jusqu'à 80 millions d'€ de soutien au développement du réseau transeuropéen de transport, sous réserve de validation par le Parlement européen,

Ce fonds est l'un des 1ers fonds « post-crise » et la collecte de fonds qu'il organise compte parmi les plus importants exercices du genre organisés en 2009 en Europe. Il se propose de fournir du capital à des entreprises qui possèdent ou gèrent des infrastructures dans les secteurs des transports et de l'énergie, ainsi que dans le secteur des énergies renouvelables. Le Fonds devrait être entièrement investi en 4 ans. Il sera axé sur la création d'actifs. Les investisseurs dans le Fonds et autres institutions de crédit à long terme entendent mettre en place un cofinancement par l'emprunt jusqu'à concurrence de 5 milliards d'€, instituant ainsi une source d'emprunts à long terme pour les projets dans lesquels Marguerite investit.

ENTREPRISES

Avancées sur le futur brevet européen de l'UE

Depuis l'an 2000, l'UE cherche à se doter d'un système de brevet européen unique afin de favoriser la compétitivité de la recherche et de l'innovation technologique dans l'UE. Bloquées depuis 2004, les négociations ont été relancées lors du Conseil Compétitivité du 4 décembre dernier avec l'adoption par les 27 des principales caractéristiques de la future juridiction européenne des brevets (création soumise à l'avis de la Cour de justice de l'UE sur la compatibilité de ce système avec les traités) et de l'approche générale du futur règlement créant le brevet européen. De plus, les dispositions relatives à la traduction, sur lesquelles butent les Etats membres, devront faire l'objet d'un règlement séparé. Le futur système de brevet fera appel à des partenariats renforcés entre l'Office européen des brevets et les services de la propriété industrielle des Etats membres de la Convention sur les brevets. Le futur règlement devra encore être examiné par la Cour de justice de l'UE sur le volet juridictionnel et par le Parlement européen.

Les conclusions du Conseil (en anglais uniquement) : http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/intm/111744.pdf

POLITIQUE DE COHESION

Réflexions sur l'avenir de la politique de cohésion

La conférence à haut niveau sur la politique de cohésion et le développement territorial, qui a été organisée par la Présidence suédoise à Kiruna les 10 et 11 décembre derniers, a notamment permis de traiter de la mise en valeur des potentialités territoriales afin de promouvoir le développement et relever les nouveaux défis comme le changement climatique ou l'évolution démographique. Lors de cette conférence, la Direction Générale Politique Régionale de la Commission européenne a présenté un document qui fait le point sur le débat relatif à la cohésion territoriale et sur les nombreuses contributions reçues dans le cadre de la consultation sur le livre vert sur la cohésion territoriale qui s'est tenue d'octobre 2008 à février 2009. Le document de la DG Regio (disponible en anglais uniquement – voir rubrique « [Bibliothèque](#) ») résume ainsi les réflexions des 400 parties prenantes autour de 4 thématiques : la coopération entre les territoires, le soutien au développement de communautés urbaines et rurales, la coordination des politiques et la collecte et l'analyse de données.

Au cours de ces deux journées, l'actuel commissaire à la Politique régionale, M. Pawel SAMECKI, a également présenté son « testament » politique, avant son départ de la Commission. Cette note d'orientation sur l'avenir de la politique de cohésion (disponible en anglais uniquement, voir rubrique « [Bibliothèque](#) ») – qui est une initiative personnelle du Commissaire et qui ne recevra pas l'aval du collège – se veut être un document de référence à l'attention des Etats membres et du prochain commissaire à la politique régionale, M. Johannes HAHN.

Cette note est ainsi un véritable plaidoyer en faveur d'une politique de cohésion forte, « *pilier de l'intégration européenne (...) plus importante que jamais dans la période d'après crise* ». La dimension territoriale de la politique de cohésion est également mise en évidence, celle-ci doit continuer à s'adresser à toutes les régions de l'UE même si les régions en retard de développement restent la priorité. M. SAMECKI met en avant 2 autres priorités : l'accompagnement des ajustements structurels induits par les nouveaux défis et le renforcement de la coopération transfrontalière. M. SAMECKI suggère également de se concentrer sur la performance et les résultats, en mettant en œuvre une plus grande conditionnalité des aides, liée à l'atteinte d'objectifs mesurables et propose un débat politique annuel sur la performance de la politique de cohésion dans le cadre du Conseil Affaires générales.

Enfin, il préconise une meilleure articulation entre les différents Fonds communautaires en fusionnant le Fonds de cohésion et le FEDER et en intégrant au FEDER certaines mesures du FEADER.

STATISTIQUES

Publication des chiffres clés sur les collectivités territoriales en Europe

Dexia et le Conseil des Communes et Régions d'Europe viennent de publier la nouvelle version du « nuancier des collectivités territoriales en Europe », document qui recense les chiffres-clés des collectivités territoriales en Europe (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). Cette publication couvre l'année 2008 et comprend des indicateurs relatifs aux collectivités locales et régionales : données socio-économiques, nombre de collectivités infra-nationales, dépenses publiques, dette et solde budgétaire publics, allocation des fonds structurels et de cohésion européens, représentation des femmes parmi les élus locaux, jumelages. Le document comprend également un calendrier des élections locales dans chaque Etat membre constitue l'une des innovations de cette édition.

Selon le document, l'UE compte environ 92.000 collectivités locales ou régionales. 80% des communes européennes sont situées dans seulement 5 Etats membres et elles regroupent en moyenne plus de 5.000 habitants. Le document souligne par ailleurs l'importance économique du secteur public infranational, dont les dépenses représentent quelque 16% du PIB européen et qui joue un rôle déterminant en tant qu'investisseur public : les dépenses d'investissement du secteur public infranational constituent 65% de l'ensemble des investissements publics de l'UE.

TRANSPORTS



Transport ferroviaire : de nouveaux droits pour les voyageurs

Grâce à l'entrée en vigueur du règlement (CE) n° 1371/2007 sur les droits et obligations des voyageurs ferroviaires le 3 décembre dernier, les voyageurs ferroviaires bénéficient désormais de nouveaux droits qui les protégeront, eux et leurs effets personnels, lors d'un trajet en train dans n'importe quel pays l'UE. Ce nouveau règlement :

- garantit aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite l'accès non discriminatoire aux trains et la fourniture d'une assistance ;
- renforce le droit à compensation des voyageurs ferroviaires en cas de perte ou d'endommagement de leurs bagages (jusqu'à environ 1.285€ par bagage) ;
- prévoit, en cas de décès ou de blessures du voyageur ferroviaire, le versement d'une avance pour couvrir des besoins économiques immédiats. Cette avance s'élève à au moins 21.000€ par voyageur en cas de décès ;
- renforce le droit à compensation des voyageurs ferroviaires en cas de retard ou d'annulation de leur train : l'indemnisation minimale s'élève à 25% du prix du billet si la durée du retard est comprise entre 1 et deux 2, et à 50 % si elle est supérieure à 2 heures ;
- octroie aux voyageurs ferroviaires le droit d'être informés de manière exhaustive avant et pendant le voyage ;
- facilite l'achat de billets de train ;
- impose aux entreprises ferroviaires et aux gestionnaires des gares l'obligation d'assurer la sécurité personnelle des voyageurs dans les gares et les trains ;
- oblige les entreprises ferroviaires à établir un mécanisme de traitement des plaintes concernant les droits et obligations nouvellement créés ;
- oblige les États membres à veiller à ce que les voyageurs puissent déposer plainte auprès d'un organisme indépendant s'ils estiment que leurs droits n'ont pas été respectés ;
- étend les droits des voyageurs consacrés par la convention relative aux transports internationaux ferroviaires ; qui ne s'applique qu'aux transports internationaux, à tous les services ferroviaires intérieurs. Pour permettre aux entreprises ferroviaires de s'adapter à la nouvelle réglementation, les États membres peuvent leur octroyer, en ce qui concerne les services qui se limitent au territoire national, une dérogation à l'application de certains de ces droits pendant une période maximale de 15 ans. Compte tenu de leur caractère différent par rapport aux services à longue distance, les services locaux (services urbains, suburbains et régionaux par exemple) peuvent faire l'objet de dérogations permanentes, à l'exception des services transfrontaliers à l'intérieur de l'UE.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/transport/passengers/rail/rail_en.htm

UNION POUR LA MEDITERRANEE

Inauguration future de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne

Luc VAN DEN BRANDE, président du Comité des Régions, a annoncé, le 1^{er} décembre que la 1^{ère} réunion officielle de l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM) se tiendra le 21 janvier prochain, à Barcelone. Cette annonce est intervenue à l'occasion d'une réunion de travail à Bruxelles qui a rassemblé des représentants de l'Union pour la Méditerranée, d'institutions européennes et d'autorités régionales et locales des 3 rives de la Méditerranée. L'ARLEM sera un levier pour le dialogue euro-méditerranéen, l'instrument pour promouvoir la démocratie locale dans la région et l'outil pour faciliter l'échange de bonnes pratiques. La session inaugurale de l'ARLEM sera accueillie par la Generalitat de Catalunya dans le cadre de la Présidence espagnole de l'Union européenne.



Dans la foulée de l'établissement de l'Union pour la Méditerranée au Sommet de Paris en juillet 2008, le Comité des régions avait suggéré aux chefs d'état et de gouvernement la mise en place d'une dimension territoriale de ce partenariat, sous la forme d'une Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne. Cette proposition a recueilli l'encouragement et le soutien des pays partenaires. Il s'agira d'une Assemblée composée à parité de représentants locaux et régionaux originaires des États membres de l'UE et du pourtour méditerranéen.

AGRICULTURE

22 pays de l'UE se mettent d'accord pour une PAC "forte" Le Monde 11/12/2009

http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/12/10/22-pays-de-l-ue-se-mettent-d-accord-pour-une-pac-forte_1278947_3214.html

PAC : Politique Agricole Commune ou Pénurie Alimentaire Commune ? Les Echos 14/12/2009

http://blogs.lesechos.fr/article.php?id_article=3337

BUDGET

Les clés pour comprendre le budget de l'Union européenne Le Figaro 8/12/2009

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/12/08/01003-20091208ARTFIG00519-les-cles-pour-comprendre-le-budget-de-l-union-europeenne-.php>

ENVIRONNEMENT

"Grâce à la crise, l'UE pourra réduire ses émissions de CO2 de 20 % d'ici 2020" Le Monde 5/12/2009

http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/article/2009/12/04/grace-a-la-crise-l-ue-pourra-reduire-ses-emissions-de-co2-de-20-d-ici-2020_1276373_1270066.html

Climat: les Européens réticents à revoir en hausse leur promesse d'effort Les Echos 7/12/2009

http://www.lesechos.fr/depeches/science-environnement/afp_00209156-climat--les-europeens-reticents-a-revoir-en-hausse-leur-promesse-d-effort.htm

INSTITUTIONS EUROPÉENNES, VIE POLITIQUE

Le jour où l'Europe a changé de tête Libération 1/12/2009

<http://www.liberation.fr/monde/0101605940-le-jour-ou-l-europe-a-change-de-tete>

Traité de Lisbonne : un jour dans l'histoire européenne Le Figaro 1/12/2009

<http://www.lefigaro.fr/editos/2009/12/01/01031-20091201ARTFIG00020-traite-de-lisbonne-un-jour-dans-l-histoire-europeenne-.php>

Le traité de Lisbonne entre en vigueur Le Monde 1/12/2009

http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/12/01/le-traite-de-lisbonne-entre-en-vigueur_1274336_3214.html

Le premier président de l'UE à Lisbonne pour l'entrée en vigueur du traité Les Echos 2/12/2009

http://www.lesechos.fr/depeches/monde/afp_00207033-le-premier-president-de-l-ue-a-lisbonne-pour-l-entree-en-vigueur-du-traite.htm

Lisbonne, tournis institutionnel de l'UE Libération 2/12/2009

<http://www.liberation.fr/monde/0101606186-lisbonne-tournis-institutionnel-de-l-ue>

Discrétion de mise pour les débuts du traité de Lisbonne Le Figaro 2/12/2009

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/12/02/01003-20091202ARTFIG00040-discretion-de-mise-pour-les-debuts-du-traite-de-lisbonne-.php>

Premier grand oral pour Catherine Ashton devant le Parlement Le Monde 3/12/2009

http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/12/02/premier-grand-oral-pour-catherine-ashton-devant-le-parlement_1274802_3214.html

Ces autres institutions qui font fonctionner l'UE Le Figaro 8/12/2009

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/12/07/01003-20091207ARTFIG00628-ces-autres-institutions-qui-font-fonctionner-l-ue-.php>

Les fonctionnaires de l'UE manifesteront lundi pour une hausse salariale La Libre 8/12/2009

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/547998/les-fonctionnaires-de-l-ue-manifesteront-lundi-pour-une-hausse-salariale.html>

Tensions autour du traité de Lisbonne La Libre 8/12/2009

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/547999/tensions-autour-du-traite-de-lisbonne.html>

Les fonctionnaires européens réclament une hausse de 3,7 % de leur salaire Le Monde 9/12/2009

http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/12/08/les-fonctionnaires-europeens-reclament-une-hausse-de-3-7-de-leur-salaire_1277888_3214.html

Greenpeace s'invite au sommet de l'UE, faille dans la sécurité Les Echos 10/12/2009

http://www.lesechos.fr/depeches/science-environnement/afp_00211073-greenpeace-s-invite-au-sommet-de-l-ue--faille-dans-la-securite.htm

Union Européenne, chacun fait son trou La Libre 11/12/2009

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/548586/union-europeenne-chacun-fait-son-trou.html>

Le gros blues des Excellences européennes Libération 11/12/2009

<http://www.liberation.fr/monde/0101607892-le-gros-blues-des-excellences-europeennes>

M. Van Rompuy change les règles du Conseil européen Le Monde 13/12/2009

http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/12/12/m-van-rompuy-change-les-regles-du-conseil-europeen_1279790_3214.html

Présidence de l'UE: Zapatero donne à Van Rompuy des gages de bonne volonté Les Echos 15/12/2009
http://www.lesechos.fr/depeches/monde/afp_00213036-presidence-de-l-ue--zapatero-donne-a-van-rompuy-des-gages-de-bonne-volonte.htm

Remous à Bruxelles après une intrusion de Greenpeace Le Monde 17/12/2009
http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/12/16/remous-a-bruxelles-apres-une-intrusion-de-greenpeace_1281398_3214.html#ens_id=1281487

OPINIONS

Les fausses illusions de la présidence de l'UE, par Michel Mangenot Le Monde 3/12/2009
http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/12/02/les-fausses-illusions-de-la-presidence-de-l-ue-par-michel-mangenot_1275160_3232.html

L'Union européenne dans la négociation climatique : plus de modestie ! par Jean-Marie Martin-Amouroux Le Monde 8/12/2009
http://www.lemonde.fr/le-rechauffement-climatique/article/2009/12/07/l-union-europeenne-dans-la-negociation-climatique-plus-de-modestie-par-jean-marie-martin-amouroux_1277277_1270066.html

Peut-on encore sauver l'Union pour la Méditerranée ? par Jean-Baptiste Buffet Le Monde 8/12/2009
http://www.lemonde.fr/opinions/article/2009/12/07/peut-on-encore-sauver-l-union-pour-la-mediterranee-par-jean-baptiste-buffet_1277316_3232.html

Michel Barnier : "Nous devons ouvrir le marché, mais pas aux dépens du social" Le Monde 17/12/2009
http://www.lemonde.fr/europe/article/2009/12/16/michel-barnier-nous-devons-ouvrir-le-marche-mais-pas-aux-dépens-du-social_1281330_3214.html#ens_id=1266399

PÊCHE

Pêche : l'Union européenne s'accorde sur les quotas Le Figaro 17/12/2009
<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2009/12/16/04016-20091216ARTFIG00666-peche-l-union-europeenne-s-accorde-sur-les-quotas-.php>

SANTÉ ET PROTECTION DES CONSOMMATEURS

L'UE s'alarme de la contrefaçon grandissante de médicaments Libération 7/12/2009
<http://www.liberation.fr/terre/0101607190-l-ue-s-alarme-de-la-contrefacon-grandissante-de-medicaments>

AGENDA EUROPEEN

 **10 janvier** : Conseil Agriculture et Pêche, Bruxelles

14 janvier : Journée d'information sur le 4^{ème} appel à propositions du programme d'appui stratégique en matière de TIC du CIP organisée par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : http://ec.europa.eu/information_society/activities/ict_psp/register_infoday/index_en.htm

 **18-21 janvier** : Session plénière du Parlement européen, Strasbourg



= Événements institutionnels

SITE CONSEILLE

Qu'a fait l'UE pour vous au cours de l'année écoulée ?

La Commission européenne vient de lancer son annuaire multimédia annuel, qui présente les principales réalisations de l'UE au cours de l'année écoulée et montre comment l'action de l'UE a produit des résultats concrets pour les citoyens dans divers domaines.

Les 10 thèmes présentés cette année sont les suivants :

- Sur la voie de la reprise économique ;
- Rester en contact pour moins cher (téléphonie mobile) ;
- Mise en commun des ressources pour lutter contre la démence ;
- Lutter contre le changement climatique ;
- Lutter contre la faim dans les pays les plus pauvres du monde ;
- Protection de l'environnement ;
- Reconstruire l'Europe en cas de catastrophe naturelle ;
- Offrir un bon rapport qualité-prix aux clients des banques ;
- Protection des animaux terrestres et marins ;
- Faire ses achats en ligne sans tracas.

Pour accéder à l'annuaire : <http://ec.europa.eu/snapshot>.

APPELS D'OFFRES

DERNIERS APPELS D'OFFRES

COOPERATION DECENTRALISEE

- ☆ Appel à propositions dans le cadre du programme Acteurs non étatiques et Autorités locales
Objectif 1 : Actions dans les pays partenaires (multi-pays)
Objectif 2 : Sensibilisation du public européen aux questions de développement et promotion de l'éducation au développement
Objectif 3 : Coordination, coopération et mise en réseau d'activités entre les autorités locales dans le domaine du développement
Echéance : 25 février 2010
<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADS-SChck=1260888045127&do=publi.detPUB&searchtype=AS&Pgm=7573847&debpub=&orderby=upd&orderby=Desc&PubliList=15&page=1&aoref=129200>

EDUCATION ET FORMATION

- ☆ Appel à propositions — EACEA/29/09 pour la mise en œuvre d'Erasmus Mundus II
Echéance : 30 avril 2010
JOUE C n°294 du 3 décembre 2009, page 18
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:294:0018:0024:FR:PDF>

APPELS D'OFFRES EN COURS

AUDIOVISUEL

- ☆ EACEA/23/09 (30 avril 2010)
- ☆ EACEA 18/09 (5 mars 2010)
- ☆ EACEA/19/09 (1^{er} avril 2010, 1^{er} juillet 2010)
- ☆ EACEA/20/09 (12 avril 2010)
- ☆ EACEA/21/09 (12 avril 2010)
- ☆ EACEA/24/09 (30 juin 2010)
- ☆ EACEA/17/09 (5 février 2010, 7 juillet 2010)
- ☆ EACEA/28/09 (9 mars 2010)

CULTURE

- ☆ Programme Culture (2007-2013) : Volet 1.2.2 : 1^{er} février 2010, Volet 1.3 : 1^{er} mai 2010

EDUCATION ET FORMATION

- ☆ EACEA/41/09
- Comenius, Grundtvig : formation continue (15 janvier 2010, 30 avril 2010, 15 septembre 2010)
- Comenius : assistanats (29 janvier 2010)
- Leonardo da Vinci : mobilité / Erasmus : cours intensifs de langue Erasmus (CILE) (5 février 2010)
- Programme Jean Monnet (12 février 2010)
- Comenius, Leonardo da Vinci, Grundtvig : partenariats / Comenius : partenariats Comenius Regio / Grundtvig : ateliers (19 février 2010)
- Comenius, Erasmus, Leonardo da Vinci, Grundtvig : projets multilatéraux, réseaux et mesures d'accompagnement (26 février 2010)
- Leonardo da Vinci projets multilatéraux de transfert d'innovation (26 février 2010)
- Erasmus : programmes intensifs, mobilité étudiante à des fins d'études et de stages et mobilité du personnel (12 mars 2010)
- Grundtvig : assistanats, projets de volontariat des seniors (31 mars 2010)
- Programme transversal (31 mars 2010)
- Programme transversal : activité clé 1, visites d'étude (31 mars 2010, 15 octobre 2010)

SOCIETE DE L'INFORMATION

- ☆ Experts indépendants pour le programme « Internet plus sûr » (30 décembre 2013)

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

- ☆ FP7-HEATH-2010-Alternative-Testing (3 fév. 2010)
- ☆ FP7-KBBE-2010-4 (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-NMP-2010-CSA-4 (2 février 2010)
- ☆ FP7-ENERGY-2010-2 (4 mars 2010)
- ☆ FP7-ENV-2010 (5 janvier 2010)
- ☆ FP7-AAT-2010-RTD-1 (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-AAT-2010-RTD-RUSSIA (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-AAT-2010-RTD-CHINA (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-SST-2010-RTD-1 (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-TRANSPORT-2010-TREN-1 (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-TPT-2010-RTD-1 (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-SSH-2010-1 (2 février 2010)
- ☆ FP7-SSH-2010-2 (2 février 2010)
- ☆ FP7-SSH-2010-3 (2 février 2010)
- ☆ FP7-OCEAN-2010 (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-2010-GC-ELECTROCHEMICAL-STORAGE (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-AFRICA-2010 (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-ERANET-2010-RTD (19 janvier 2010)
- ☆ FP7-REGIONS-2010-1 (14 janvier 2010)
- ☆ FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2010-1 (21 janv. 2010)
- ☆ FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2010-NCP (29 avril 2010)
- ☆ FP7-SCIENCE-IN-SOCIETY-2010-CAREERS (21 janvier 2010)
- ☆ FP7-INCO-2010-1 (19 janvier 2010)
- ☆ FP7-INCO-2010-2 (19 janvier 2010)
- ☆ FP7-INCO-2010-3 (19 janvier 2010)
- ☆ FP7-INCO-2010-6 (19 janvier 2010)
- ☆ FP7-PEOPLE-2010-ITN (22 décembre 2009)
- ☆ FP7-PEOPLE-2010-NIGHT (13 janvier 2010)
- ☆ ERC-2010-AdG_20100224 (24 février 2010)
- ☆ ERC-2010-AdG_20100317 (17 mars 2010)
- ☆ ERC-2010-AdG_20100407 (7 avril 2010)
- ☆ FP7-PEOPLE-2010-IRSES (25 mars 2010)
- ☆ FP7-TIC-2009-6 (13 avril 2010)
- ☆ FP7-Fission-2010 (8 avril 2010)
- ☆ IMI-JU-2009 (8 février 2010)

TRANSPORTS

- ☆ TREN/G2/SUB/233-2009 (1^{er} février 2010)

⇒ Retrouvez les appels d'offres européens sur le site de la CTC
<http://www.corse.fr/actus/part.php?type=appel>

OFFRES DE PARTENARIAT

EDUCATION ET FORMATION

Une association de la région de Murcie (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du programme Jeunesse en action (action 1.1 : échange de jeunes) pour un projet d'échanges sur des problèmes environnementaux communs (changement climatique et mauvaise utilisation des ressources naturelles et énergétiques). Date limite : 7 février 2010.

La fondation « Business et Université » de la région de Murcie (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du programme Leonardo da Vinci pour un projet concernant la mobilité des jeunes sur le marché du travail.

Une équipe spécialisée dans les conseils en matière psychopédagogique de la municipalité de Molina de Segura (Région Murcie, Espagne) cherche des partenaires dans le cadre du programme Grundtvig pour un projet intitulé « Nouvelles perspectives sur l'éducation parentale » ayant pour objectifs de développer de nouveaux conseils à destination des parents et de contribuer à l'amélioration de l'implication parentale dans l'éducation des enfants.

Une école primaire de Pologne cherche des partenaires dans le cadre du programme Comenius pour un projet, intitulé « Les arbres, nos voisins », ayant pour objectif de faire connaître aux enfants les espèces d'arbres de différentes régions et de promouvoir des activités écologiques.

La ville d'Aarhus (Danemark) cherche des partenaires dans le cadre du programme Grundtvig pour un projet sur « Vieillir de façon active et cours en matière de pré-retraite » ayant pour objectif d'accompagner les seniors dans la retraite.

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

L'association pour le développement rural « Sierra de las Nieves » (Espagne) cherche des partenaires pour un projet ayant pour but de reconvertir et d'adapter les employés, les entreprises et les industriels aux secteurs émergents et à la croissance dans leur région et de lutter contre le chômage de longue durée, notamment des jeunes. Les objectifs sont de réorienter les personnes au chômage vers des secteurs liés aux ressources du territoire, de lutter contre les discriminations sur le marché du travail et de promouvoir le développement d'associations coordonnant le développement d'activités émergentes.

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

L'association des chambres du commerce du Veneto (Italie) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions Africa 2010 du 7^{ème} PCRD pour un projet concernant la science et les technologies. Son objectif est de rendre les technologies plus appropriées au cadre de l'Afrique et de réduire l'écart entre le monde de la recherche et la vie quotidienne.

Une entreprise de Séville (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions Transports 2010 du 7^{ème} PCRD pour un projet concernant les véhicules verts (projet de démonstration intégré européen sur « l'électromobilité »).

L'Université de Ljubljana (Slovénie) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions KBBE 2010 (Alimentation, agriculture et pêche, et biotechnologie) du 7^{ème} PCRD, activité 2.1. « Production durable et gestion des ressources biologiques issues de l'environnement terrestre, forestier et aquatique » pour un projet portant sur les systèmes de défense des fruits et légumes.

La région Lazio (Italie) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions Science in Society 2010 du 7^{ème} PCRD pour un projet portant sur l'amélioration des connaissances en matière de lutte contre le changement climatique.

⇒ Le détail des offres de partenariat (contacts et fiches techniques des projets) est en ligne sur le site de la CTC : <http://www.corse.fr/actus/part.php?type=partenariat> et sera également envoyé sur demande

CONSULTATIONS

AFFAIRES INSTITUTIONNELLES ET GENERALES

L'initiative citoyenne européenne

Consultation ouverte jusqu'au 31 janvier 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/citizens_initiative/index_en.htm

AFFAIRES MARITIMES

La révision de la politique commune de la pêche européenne

Consultation ouverte jusqu'au 31 décembre 2009

Pour y participer : http://ec.europa.eu/fisheries/reform/consultation_en.htm

CONSOMMATION

Réexamen de la directive sur les voyages à forfait

Consultation ouverte jusqu'au 7 février 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/consumers/rights/travel/consultation_en.htm

ECONOMIE

L'UE 2020 : une nouvelle stratégie pour faire de l'UE une économie sociale de marché plus verte et plus intelligente

Consultation ouverte jusqu'au 15 janvier 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/dgs/secretariat_general/eu2020/consultation_fr.htm

ENTREPRISES

Évaluation du fonctionnement de la «directive sur les essais cliniques» (2001/20/CE)

Consultation ouverte jusqu'au 8 janvier 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/enterprise/pharmaceuticals/clinicaltrials/clinicaltrials_en.htm

MARCHE INTERIEUR

Contenus créatifs en ligne dans un marché unique européen du numérique : les défis à relever

Consultation ouverte jusqu'au 5 janvier 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/content_online_en.htm

Cadre de l'UE pour la gestion des crises transfrontalières dans le secteur bancaire

Consultation ouverte jusqu'au 20 janvier 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/banking_crisis_management_en.htm

L'interconnexion des registres du commerce

Consultation ouverte jusqu'au 31 janvier 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/interconnection_of_business_registers_en.htm

Les normes internationales en matière d'information financière concernant les PME

Consultation ouverte jusqu'au 12 mars 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2009/ifrs_for_sme_en.htm

RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Révision du code de bonne conduite pour une recherche responsable en nanosciences et en nanotechnologies

Consultation ouverte jusqu'au 3 janvier 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/research/consultations/nano-code/consultation_en.htm

TRANSPORTS

Les droits des passagers en matière de transport aérien

Consultation ouverte jusqu'au 1^{er} mars 2010

Pour y participer : http://ec.europa.eu/transport/passengers/consultations/2010_03_01_apr_legislation_en.htm

Commandez vos documents par fax ou par courrier électronique Destinataire : Antenne C.T.C.

Tél : 00.322.235.86.12 – Fax : 00.322.235.86.65 – E-mail : ctc.bruxelles@skynet.be

EXPÉDITEUR:
SERVICE:
ADRESSE:
TÉLÉPHONE:
TÉLÉCOPIE:

AGRICULTURE

- Rectificatif à la décision 2009/721/CE de la Commission du 24 septembre 2009 écartant du financement communautaire certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du FEOGA, section «Garantie», du FEAGA et du FEADER
JOUE L n°322 du 9 décembre 2009, page 40
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:322:0040:0040:FR:PDF>

CONCURRENCE

- Tableau de bord sur les aides d'État accordées par les États membres de l'UE – Mise à jour de l'automne 2009
COM(2009) 661 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0661:FIN:FR:PDF>

CULTURE

- Conclusions du Conseil du 27 novembre 2009 Promouvoir une génération créative : renforcer la créativité et les capacités d'innovation des enfants et des jeunes par l'expression culturelle et l'accès à la culture
JOUE C n°301 du 11 décembre 2009, page 9
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:301:0009:0011:FR:PDF>

EDUCATION ET FORMATION

- Conclusions du Conseil du 26 novembre 2009 sur l'Éducation des enfants issus de l'immigration
JOUE C n°301 du 11 décembre 2009, page 5
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:301:0005:0008:FR:PDF>

ENVIRONNEMENT

- 5^{ème} communication nationale de la Communauté européenne en vertu de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
COM(2009) 667 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0667:FIN:FR:PDF>
- Règlement (CE) n° 1185/2009 du 25 novembre 2009 relatif aux statistiques sur les pesticides
JOUE L n°324 du 10 décembre 2009, page 1
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:324:0001:0022:FR:PDF>

POLITIQUE DE COHESION

- Document d'orientation sur l'avenir de la politique de cohésion (en anglais uniquement)
http://ec.europa.eu/regional_policy/newsroom/pdf/pawel_samecki_orientation_paper.pdf
- Le point sur le débat relatif à la cohésion territoriale (en anglais uniquement)
http://ec.europa.eu/regional_policy/consultation/terco/kiruna_20091211.pdf

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

- Conclusions du Conseil du 27 novembre 2009 sur l'éducation aux médias dans l'environnement numérique
JOUE C n°301 du 11 décembre 2009, page 12
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2009:301:0012:0012:FR:PDF>

STATISTIQUES

- L'Europe locale et régionale, Chiffres clés 2008, Edition 2009/2010
CCRE et DEXIA
http://www.ccre.org/docs/nuancier_2009_fr.pdf